

Si vous avez des difficultés pour visualiser ce message, consultez [la copie web](#)

N° 718 | 13 février 2026



S'inscrire à la newsletter



Les adolescentes enceintes font face à « des problématiques de plus en plus complexes »



Illustration Grégory Beriet ([Les grossesses à l'adolescence dans l'Ouest guyanais](#))

Le comité de pilotage du « Parcours grossesses adolescentes » s'est réuni le 29 janvier, à l'ARS. Lancé en 2020, ce dispositif permet d'accompagner les jeunes femmes enceintes et jeunes mères de 12 à 21 ans présentant des critères de vulnérabilité et qui le souhaitent, jusqu'aux 3 ans de leur enfant. L'an dernier, 264 adolescentes ont été orientées vers le Réseau Périnatal. Les principaux motifs sont leurs droits sociaux, le décrochage scolaire et leur âge.

L'an dernier, 264 jeunes femmes enceintes et jeunes mères, présentant des critères de vulnérabilité, ont été orientées vers le Parcours grossesses adolescentes, porté par le Réseau Périnatal. C'est bien plus qu'en 2024 (160). Pour autant, cette tendance ne traduit pas une plus grande ampleur du phénomène mais résulte de recrutements au Réseau Périnatal, de missions d'information sur le Maroni et à Saint-Georges, ainsi que d'une meilleure connaissance du dispositif.

Le Parcours grossesses adolescentes, créé en 2020 pour trois ans et pérennisé depuis, a pour objectif d'améliorer l'accompagnement des jeunes femmes enceintes et des jeunes mères

présentant des critères de vulnérabilité et volontaires, dans la limite des 3 ans de l'enfant. Il permet de coordonner leur parcours médico-psycho-social et de travailler sur la prévention des grossesses adolescentes non désirées. Le 29 janvier, une trentaine de partenaires se sont retrouvés à l'Agence régionale de santé, à l'occasion du comité de pilotage.

Les jeunes femmes sont principalement orientées par la Protection maternelle et infantile (PMI, un tiers des orientations), puis par les sages-femmes des CDPS et hôpitaux de proximité (20 %), par les infirmières scolaires et l'Éducation nationale (14 %). Plus loin, on retrouve celles qui contactent elles-mêmes le Réseau Périnatal (8,1 %) et celles orientées par un médecin libéral (0,4 %).

Droits sociaux, décrochage scolaire, âge...

Les principaux motifs sont :

- Les problématiques de droits sociaux (23 % d'entre elles) ;
- Le décrochage scolaire (22 %) ;
- L'âge (13,2 %).

Plus loin, suivent les difficultés de logement, de précarité, d'isolement, de violences et d'addiction. Les acteurs partagent toutefois le sentiment d'une sous-déclaration des violences. « Au fur et à mesure que les jeunes femmes prennent confiance dans la personne qui les accompagne, elles se confient davantage. »

En moyenne, les jeunes femmes incluses dans le parcours cumulent trois problématiques. « Depuis deux ou trois ans, les jeunes filles sont dans des situations de vulnérabilité plus importantes, avec des problématiques de plus en plus complexes », a alerté Régine Smock, du service d'accompagnement des mineures enceintes scolarisées (Sames), porté par les PEP Guyane.

Pour Bertrand Parent, les grossesses adolescentes illustrent « la permanence de certains sujets Outre-mer. La question de la périnatalité est extrêmement sensible. Il faut travailler très tôt, en partenariat avec l'Éducation nationale et de nombreux acteurs. Il faut être inventifs. Notre territoire a les capacités pour innover. »



« Beaucoup moins de grossesses au collège »

Au cours de l'année scolaire 2024-2025, le rectorat a recensé 218 grossesses menées à terme, parmi ses élèves. C'est plus que l'année précédente (200), selon les chiffres communiqués lors du comité de pilotage « Parcours grossesses adolescentes ». Ces grossesses se concentrent :

- A 85 % au lycée contre 15 % au collège ;
- A 50 % dans le Bas-Maroni (Saint-Laurent-du-Maroni, Mana)
- A 25 % dans l'Île-de-Cayenne et 22 % dans les Savanes ;
- A 1 % dans l'Est et sur le Haut-Maroni.

Les lycées Bertène-Juminer et Lumina-Sophie (Saint-Laurent-du-Maroni), Elie-Castor (Kourou) et Léopold-Elfort (Mana) sont les plus concernés. « Les infirmières scolaires insistent sur le fait qu'elles assistent à beaucoup moins de grossesses au collège », a souligné Nathalie Barthélémi, chargée de mission santé sexuelle et reproductive au rectorat, lors du comité de pilotage. Cette baisse a également été partagée aux équipes mobiles de santé publique en communes (Emspec), dès lors que des sages-femmes étaient en mesure d'intervenir dans les établissements.

D'autres problématiques se font jour, néanmoins. Le sentiment que « les élèves arrivent au collège et au lycée en en sachant de moins en moins sur l'appareil reproducteur ». Parmi les motifs de consultation des élèves auprès des infirmiers scolaires, la prévention des infections sexuellement transmissibles (IST) arrive en première position, tant au collège qu'au lycée. Suivent la contraception, puis les réseaux sociaux et la question du consentement.

Pour le réseau Périnat, l'un des objectifs de l'année sera de renforcer la lutte contre le décrochage scolaire. Pour cela, il peut s'appuyer sur [le service d'accompagnement des mineures enceintes scolarisées \(Sames\)](#), porté par les PEP Guyane.

EN BREF

♦ Visite ministre des Outre-mer



Naïma Moutchou, ministre des Outre-mer, effectue depuis mercredi sa première visite officielle en Guyane. Jusqu'à demain, elle traitera principalement de questions économiques : aide aux entreprises, bouclier qualité-prix, spatial... Mercredi, elle a eu l'occasion d'échanger avec Bertrand Parent. Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé a fait un point sur les six premiers cas de chikungunya et les mesures prises pour éviter une épidémie, la mise en place du CHU de Guyane et les enjeux de santé environnementale.

Hier soir, des représentants de l'URPS médecins libéraux ont échangé avec un représentant du cabinet de la ministre. Ils ont pu rappeler leurs demandes, notamment fiscales, pour favoriser le

maintien des médecins déjà présents sur le territoire et l'arrivée de jeunes praticiens. L'URPS pousse de longue date pour deux mesures : un dispositif activité-retraite fiscalement plus avantageux pour les médecins les plus âgés, un autre de zone franche pour les plus jeunes ([lire la Lettre pro du 13 janvier](#)). Les médecins libéraux ont eu l'occasion de rappeler que la Guyane ne compte que 57 médecins libéraux pour 100 000 habitants, que dans l'Île-de-Cayenne, 31 médecins sur 121 sont en âge de faire valoir leurs droits à la retraite et que 47 ont déjà atteint ou dépassé les 62 ans. C'est pourquoi ils demandent de renforcer les incitations à l'installation ou au maintien des médecins libéraux, de développer la formation locale et les stage d'internat, d'encourager la mutualisation via les CPTS et les maisons de santé pluridisciplinaires, de mieux prendre en compte la population non recensée et de promouvoir la télémédecine et la coopération entre acteurs publics et privés.

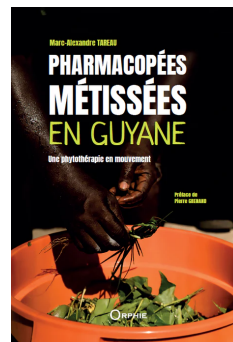
♦ « Pharmacopées métissées en Guyane », une plongée dans l'usage des plantes médicinales



C'est une mine d'informations – et le premier ouvrage labellisé « Institut santé des populations en Amazonie » (Isipa) : l'ethnobotaniste et anthropologue de la santé Marc-Alexandre Tareau vient de publier « [Pharmacopées métissées en Guyane, une phytothérapie en mouvement](#) » (éditions Orphie, 384 pages, 26 euros). Passionné de longue date par l'usage des plantes médicinales, il en a fait son sujet de mémoire de [master](#), puis de [thèse](#). Cet ouvrage est à la fois le récit de ce travail – ne pas manquer sa première rencontre avec l'incontournable Mme Jeanne du marché de Cayenne – et une présentation des usages phytothérapeutiques de dix-neuf communautés culturelles du littoral guyanais.

L'auteur revient ainsi sur les concepts de maladies chaudes et de maladies froides ([lire la Lettre pro du 25 octobre 2021](#)) et décrit les usages de diverses communautés face aux crises de vers, troubles du système circulatoire, affections des voies respiratoires, problèmes digestifs...

Au total, ce sont 356 espèces qui lui ont été mentionnées au cours des 209 entretiens qui ont alimenté sa thèse. Le livre recèle de précisions sur ces plantes, reprend de nombreux extraits des



témoignages que le chercheur a recueillis. Aujourd'hui, il poursuit ce travail au sein du Département Recherche Innovation Santé Publique (DRISP) du CHU de Guyane. Il a ainsi participé au projet de recherche Fey darjan, sur [l'utilisation de la feuille d'argent par les femmes enceintes](#) et contribue au développement de la [recherche en sciences humaines et sociales dans le secteur de la santé](#).

♦ Une mission du Dr Debien sur la prévention du suicide



L'Agence Régionale de Santé (ARS) Guyane accueillera le Dr Christophe Debien, expert national de la Mission nationale d'appui (MNA) du CHU de Lille, du 23 au 26 février. Sa venue s'inscrit dans la dynamique de renforcement des dispositifs de prévention du suicide en Guyane. Afin de soutenir la diffusion des bonnes pratiques et la mobilisation territoriale, le Dr Debien mènera plusieurs interventions de sensibilisation auprès :

- des étudiants ;
- des professionnels ;
- du grand public.



Un ciné-débat ouvert au public sera organisé à Cayenne le 25 février, en partenariat avec les acteurs locaux, pour sensibiliser et favoriser l'échange autour des enjeux de prévention du suicide. Il se déroulera à 19h30 à l'Eldorado, à Cayenne, autour du documentaire « La Vie après le suicide d'un proche », de Katia Chapoutier, en présence des :

- Dr Christophe Debien, psychiatre, expert national de la Mission Nationale d'Appui (MNA) – CHU de Lille ;
- Dr Vincent Bobillier, psychiatre, chef du pôle santé mentale (Centre Hospitalier de Cayenne) ;
- Dr Haroun Zouaghi, médecin coordinateur du centre ressources prévention suicide (CRPS, CHC).

[S'inscrire au ciné-débat.](#)

♦ Une thèse sur l'échographie clinique en soins de premier recours

Dans le cadre d'une thèse de médecine générale, les médecins généralistes exerçant aux Antilles-Guyane sont invités à répondre à un court (5 à 7 minutes) [questionnaire anonyme](#). Il porte sur l'intégration de l'échographie clinique (Pocus) en soins de premier recours et vise à décrire les usages actuels, les freins rencontrés et les besoins en formation, afin de produire des données locales adaptées aux réalités du territoire.

♦ Formation à l'intervention face aux violences conjugales



KazPlurielles
L'ARBRE FROMAGER Paroles de famille

**Intervenir face aux violences conjugales :
les fondamentaux en faveur des
professionnel·les**

Objectif : Accueillir, repérer & orienter une femme victime de violence conjugale
Audience : Professionnelles du médico social
Prérequis : Aucun
Durée formation en heures : 14 heures
Intervenantes :
Professionnelles de L'Arbre Fromager & de France Victimes 973

Déroulé de la formation
Module 1 : Comprendre les violences conjugales et prendre en charge une victime
Module 2 : L'impact sur la santé des victimes
Module 3 : Le parcours judiciaire d'une victime de violence conjugale

Dates & Lieux
11 & 12 Mars Cayenne
16 & 17 Mars Kourou
Session spéciale Médiateurs :
25 & 26 février - Matoury

Inscriptions
formationskazplurielles.org

Méthodes Pédagogiques
Méthode active & interactive
Présentiel

Le pôle formation de Kaz plurielles propose trois cycles de formation sur l'intervention face aux violences conjugales. Ils aborderont les fondamentaux en faveur des professionnels. Chaque cycle, organisé sur deux journées, permet d'aborder trois modules :

- Les violences conjugales et la prise en charge une victime ;
- L'impact sur la santé des victimes ;
- Le parcours judiciaire d'une victime de violences conjugales.

La première session est réservée aux médiateurs de la CACL. Les deux suivantes se dérouleront :

- Les 11 et 12 mars à Cayenne. [S'inscrire.](#)
- Les 16 et 17 mars à Kourou. [S'inscrire.](#)

E-Santé

■ Les jeunes, les diplômés et les habitants des grandes villes recourent davantage aux téléconsultations

Drees

Les chiffres présentés au mois d'octobre par la Caisse générale de sécurité sociale (CGSS), lors des Assises de la télémédecine, le laissaient entendre. Une étude de la Drees le confirme : les jeunes, les diplômés et les habitants des grandes villes recourent davantage aux téléconsultations.

En Guyane, notait la CGSS, 3 % de la population l'utilisent. Ce sont en général des femmes (63 %) âgées de 20 à 44 ans (55,8 %). La très grande majorité des utilisateurs (84 %) ont un médecin traitant. Les patients bénéficiaires de la C2S ou de l'AME sont encore moins nombreux à téléconsulter : 1,98 % pour les premiers et 1,42 % pour les seconds ([lire la Lettre pro du 14 novembre](#)).

Dans un [communiqué](#), la Drees indique qu'en 2024, « 15 % des personnes âgées de 18 ans ou plus déclarent avoir recouru au moins une fois à la téléconsultation au cours des douze derniers mois. Les jeunes, les diplômés du supérieur ainsi que les personnes ayant un niveau de vie élevé et celles en bonne santé ont davantage recours à la téléconsultation. Interrogés sur les motifs les poussant à la téléconsultation, les enquêtés évoquent des délais d'attente trop longs pour un rendez-vous en cabinet, ou bien la nécessité de consulter en urgence ou encore le besoin de renouveler une ordonnance ou un certificat médical. »

La Drees note que :

- Les personnes de moins de 45 ans y recourent quatre fois plus souvent que les personnes âgées de 60 ans ou plus ;
- Les diplômés du supérieur, en moyenne, deux fois plus souvent que les personnes titulaires d'un CAP ou d'un BEP ;
- Parmi les autres caractéristiques des télépatients figurent un niveau de vie élevé et une bonne santé ;
- 21 % des habitants de grands centres urbains ont téléconsulté, contre 12 % des personnes résidant dans les centres urbains intermédiaires, les petites villes ou les ceintures urbaines et environ 10 % de celles habitant dans le rural périurbain ou non périurbain.

Ils bougent

■ **Le Dr Vanessa Leton** est nommée cheffe de service d'addictologie du Centre Hospitalier de Cayenne. Elle exerçait déjà comme addictologue au sein du centre de soins, d'accompagnement et de prévention des addictions (Csapa) du CHC.

Actus politiques publiques santé et solidarité

♦ Le gouvernement publie la stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat



L'alimentation est au cœur des objectifs poursuivis en faveur de l'amélioration de la santé des Français, de la résilience des systèmes agricoles et de souveraineté alimentaire, de la baisse des émissions de gaz à effet de serre, de la préservation de la biodiversité. Dans ce contexte, le gouvernement présente la [Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat \(Snanc\)](#).

« Cette stratégie nationale marque donc une nouvelle étape dans la transition vers un modèle alimentaire plus juste, plus sain et plus durable dès 2025, en rassemblant pour la première fois les politiques de nutrition, d'alimentation et de climat au sein d'un cadre unique, cohérent et ambitieux. Elle prolonge les repères nutritionnels familiers, tel le “cinq fruits et légumes par jour”, et les adapte aux enjeux de santé et de climat », indique le ministère de la Santé, dans un [communiqué](#).

« Une attention particulière » pour les Outre-mer

« Les objectifs et orientations stratégiques de la SNANC concernent l'ensemble du territoire français, en Hexagone et dans les DROM. Néanmoins, les territoires ultramarins présentent des atouts et des contraintes spécifiques qui nécessitent une attention particulière et des actions adaptées aux contextes locaux. La population ultramarine présente notamment des caractéristiques socio-économiques et démographiques qui se distinguent de la situation hexagonale, avec de fortes inégalités sociales en matière de santé et de nutrition, et des

prévalences de maladies chroniques et d'obésité plus fortes que dans l'Hexagone (...) Les études sur les apports nutritionnels et les consommations alimentaires mettent en avant une surconsommation de produits gras et sucrés, et en particulier de boissons sucrées. À l'inverse, la consommation de fruits et légumes et de produits laitiers est très inférieure aux recommandations, ce qui conduit à de faibles apports en calcium et en fibres ([lire la Lettre pro du 12 août](#)). En termes de qualité nutritionnelle, l'environnement alimentaire est caractérisé par une grande part de produits importés dans l'offre disponible (80 % à 90 %). Pour ces raisons (...), les spécificités des territoires ultramarins seront ainsi prises en compte dans le cadre des déclinaisons de la Snanc. »

Offres d'emploi



- Le CHU de Guyane recrute un médecin DIM (titulaire ou contractuel).
Contact : caroline.belin@ch-cayenne.fr.
- L'Adapei recrute
 - Quatre éducateurs spécialisés pour son pôle autisme (CDI, temps plein, postes basés à Saint-Laurent-du-Maroni). [Consulter l'offre et candidater](#).
 - Deux éducateurs jeunes enfants pour son pôle autisme (CDI, temps plein, postes basés à Rémire-Montjoly). [Consulter l'offre et candidater](#).

Agenda

Aujourd'hui

► **Information accélérée sur le chikungunya**, avec le Dr Timothée Bonifay, le Pr Loïc Epelboin (CHU de Guyane) et Marion Petit-Sinturel (Santé publique France), de 14h30 à 15h30, à l'Ispa, à Cayenne, et [sur Teams](#).

► **Date limite** d'envoi des lettres d'intention pour le [projet de recherche Apires](#) à la DRCI du CHU de Guyane : drci.promotion@ch-cayenne.fr et drci.paramedical@ch-cayenne.fr.

Demain

► **Fo zot savé**. Le Dr Francky Mubenga, chef de pôle veille et sécurité sanitaire à l'ARS, répondra aux questions de Fabien Sublet sur le chikungunya, à 9 heures sur Guyane la 1ère.

Jeudi 19 février

► **Réunion scientifique CHU – Institut Pasteur** : Pratiques alimentaires des femmes d'origine haïtienne pendant la grossesse et le post-partum (programme Nutri pou Ti'moun), par Diane-Mica Malivert, de 15 heures à 16h30 à l'Ispa, à Cayenne, ou [via Teams](#).

Mercredi 25 février

► **Ciné-débat** autour du documentaire « La Vie après le suicide d'un proche », de Katia Chapoutier, avec les Dr Christophe Debien, Vincent Bobillier et Haroun Zaoughi, à 19h30 à l'Eldorado, à Cayenne. [S'inscrire](#).

► **Webinaire One Health.** Vingt ans de recherche one health sur les infections à *Coxiella burnetii* en Guyane française, par le Pr Loïc Epelboin, de 8h30 à 9h30. [S'inscrire](#).

Vendredi 27 février

► [Fin de l'appel à manifestation d'intérêt](#) Personnes qualifiées en établissements et services médico-sociaux.

Samedi 28 février

► **Permanence de l'URPS orthophonistes** à destination des parents s'inquiétant de l'acquisition du langage de leur enfant de moins de 6 ans, de 8 heures à 12 heures au Ciass, à Kourou.

► [Fin de l'appel à candidatures](#) pour la désignation des représentants des usagers des établissements sanitaires.

Dimanche 1er mars

► [Fin de l'appel à projets sur les protocoles de coopération nationaux](#).

Mercredi 4 mars

► **Journée mondiale de l'obésité.** Présentation de l'obésité infantile (le matin) et de l'obésité adulte (l'après-midi), par le parcours de soin obésité du CHU de Guyane – site de Cayenne, de 9 heures à 18 heures à l'Institut santé des populations en Amazonie, à l'hôpital de Cayenne.

► **Afterwork** karaoké de la CPTS, à 19h30 à l'Entrepôt. [S'inscrire](#).

Jeudi 5 mars

► **Réunion scientifique CHU – Institut Pasteur** : Moustique et culicoïdes des mangroves environnantes de l'Île-de-Cayenne, par Collet Médie, de 15 heures à 16h30 à l'Institut Pasteur, à Cayenne, ou [via Teams](#).

Samedi 7 mars

► **Permanence de l'URPS orthophonistes** à destination des parents s'inquiétant de l'acquisition du langage de leur enfant de moins de 6 ans, de 8 heures à 12 heures à Rémire-Montjoly (lieu à définir).

Dimanche 8 mars

► **Fin de l'appel à projets Culture-Santé 2026**, sur le [site internet du ministère de la Culture – bouton Guyane](#).

Mercredi 11 mars

► **EPU sur les maladies hémorragiques rares**, avec les Pr Yesim Dargaud, coordinatrice nationale du Centre de référence de l'Hémophilie et autres déficits constitutionnels en protéines de la coagulation, Sophie Susen, coordinatrice nationale du Centre de référence de la maladie de Willebrand et de la filière MHEMO, et Narcisse Elenga, chef de pôle femme – enfant du CHU de Guyane, de 19 heures à 21 heures, à l'Isipa, à Cayenne.

Jeudi 12 mars

► **EPU sur les maladies hémorragiques rares**, avec les Pr Yesim Dargaud, coordinatrice nationale du Centre de référence de l'Hémophilie et autres déficits constitutionnels en protéines de la coagulation, Sophie Susen, coordinatrice nationale du Centre de référence de la maladie de

Willebrand et de la filière MHEMO, et Narcisse Elenga, chef de pôle femme – enfant du CHU de Guyane, de 19 heures à 21 heures, dans la salle de conseil du Chog, à Saint-Laurent-du-Maroni.

► **Fin de l'appel à projets** de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) sur la [santé mentale des jeunes ultramarins](#).

Vendredi 13 mars 2026

► **Fin de l'appel à projets** Création d'un établissement d'accueil médicalisé (EAM) pour personnes en situation de handicap sur le territoire du Centre littoral, sur le [site internet de l'ARS](#).

Vendredi 13 et samedi 14 mars

► **Formation** au repérage et à la prise en charge des fragilités chez les seniors, avec Icope, animé par le Dr Brieg Couzigou, à la Domus Medica, à Cayenne. [S'inscrire](#).

Lundi 16 mars

► **Rencontre des aidants du DSRC OncoGuyane**, de 17h30 à 19 heures, au 6, rue des Cèdres, à Rémire-Montjoly. [S'inscrire](#).

Jeudi 19 mars

► **Réunion scientifique CHU – Institut Pasteur** : Histoire, médecine, Guyane... par Victor Camopolo, doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales, de 15 heures à 16h30 [sur Teams](#).

Samedi 21 mars

► **Journée des soignants de la CPTS**, à 9 heures à Sinnamary. [S'inscrire](#).

Mercredi 25 mars

► **Semaine nationale du rein**. Campagne de sensibilisation et d'information dans les lieux de forte fréquentation de l'Île-de-Cayenne, Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni, ainsi que dans les hôpitaux de proximité de Maripasoula, Grand-Santi et Saint-Georges.

Vendredi 27 mars

► **Fin de l'appel à projets** pour la Guyane de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives. [Consulter](#).

► **Fin de l'appel à projets** pour la Guyane du Fonds interministériel de prévention de la délinquance. [Consulter](#).

Samedi 28 mars

► **Semaine nationale du rein**. Dépistage anonyme et gratuit dans les lieux de forte fréquentation de l'Île-de-Cayenne, Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni, ainsi que dans les hôpitaux de proximité de Maripasoula, Grand-Santi et Saint-Georges.

Jeudi 2 avril

► **Réunion scientifique CHU – Institut Pasteur** : Des prévalences aux perceptions : méthodologie de la recherche mixte autour de l'allaitement en Guyane, par Claire Gatti et Marian Li, de 15 heures à 16h30 à l'Isipa, à Cayenne, ou [via Teams](#).

Du 27 au 29 avril

► **Formation AFGSU 2**, organisée par la CPTS à destination de ses adhérents. [S'inscrire](#).

Faites connaître vos événements dans l'agenda de la Lettre pro en écrivant à pierre-yves.carlier@ars.sante.fr

Le message du jour

Qui est addict ?



**FLASHEZ
POUR LA
RÉPONSE**



ou allez sur le site de l'ARS Guyane : www.guyane.ars.sante.fr



Agence régionale de santé Guyane

Directeur de la publication : Bertrand PARENT

Conception et rédaction : ARS Guyane Communication

Standard : 05 94 25 49 89



www.guyane.ars.sante.fr

[Cliquez sur ce lien pour vous désabonner](#)